

Essentiels  
Experts

URBANISME

*Sous la direction de Christian Debouy*

Pierre SOLER-COUTEAUX  
François LLORENS  
Nadine LAVIELLE

et Droit  
financement  
du logement  
social

EDITIONS

**LE MONITEUR**

[editionsdumoniteur.com](http://editionsdumoniteur.com)

## Table des matières

<b>Table des abréviations</b> .....	5
<b>Introduction</b> .....	11
I. L'adaptation du cadre juridique aux crises successives du logement social.....	11
II. Le droit au logement .....	18
<b>Définition du logement social</b> .....	23
I. La notion de logement social : approche analytique.....	23
II. La notion de logement social : approche synthétique .....	25
A. LE CRITÈRE DU FINANCEMENT .....	25
B. LE CRITÈRE DE LA PÉRENNITÉ DE L'AFFECTATION .....	26
<b>Les opérateurs du logement social</b> .....	29
I. Statuts et organisation des organismes d'HLM .....	30
A. LES ORGANISMES PUBLICS : LES OFFICES PUBLICS DE L'HABITAT.....	30
1. Le statut des offices publics de l'habitat.....	32
2. Création, dissolution et vie des OPH .....	34
3. Gestion financière budgétaire et comptable des OPH.....	36
4. La gestion du personnel .....	38

5. La gouvernance des OPH.....	39
<i>a. Le conseil d'administration</i> .....	39
<i>b. Le bureau</i> .....	45
<i>c. Le président du conseil d'administration</i> .....	45
<i>d. Le directeur général</i> .....	46
<i>e. Les commissions</i> .....	47
<i>f. Sanctions</i> .....	48
<b>B. LES ORGANISMES PRIVÉS</b> .....	49
1. Les Entreprises sociales pour l'habitat (ESH) : sociétés anonymes d'HLM .....	50
2. Les SA coopératives d'HLM .....	60
<b>II. Les compétences des organismes d'HLM</b> .....	63
<b>A. LA PRODUCTION IMMOBILIÈRE</b> .....	65
1. Les caractéristiques de la production d'HLM .....	65
2. La destination des opérations de production .....	66
3. Prises de participation dans des sociétés.....	69
<b>B. LA GESTION D'IMMEUBLES</b> .....	70
1. Champ de l'activité.....	70
2. Modalités de gestion.....	72
<b>C. INTERVENTIONS FONCIÈRES ET OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT</b> .....	79
1. Compétence en matière d'aménagement .....	79
2. Convention de projet urbain partenarial (PUP).....	80
<b>D. PRESTATIONS DE SERVICE</b> .....	80
<b>III. Le contrôle des organismes d'HLM</b> .....	81
<b>A. LE CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION</b> .....	81
1. Le contrôle de la Mission interministérielle d'inspection du logement social (MILOS) .....	81
2. Infractions aux règles d'attributions et d'affectation .....	83

B. LE CONTRÔLE À LA DEMANDE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES .....	83
C. LES CONTRÔLES PERMANENTS .....	84
1. Le contrôle du commissaire du Gouvernement .....	84
2. Le contrôle du commissaire aux comptes .....	84
D. LE CONTRÔLE NON JURIDICTIONNEL DES JURIDICTIONS FINANCIÈRES .....	85
E. LES CONTRÔLES JURIDICTIONNELS .....	86
1. Le contrôle de légalité .....	86
2. Le jugement des comptes .....	86
3. Le contrôle de la Cour de discipline financière et budgétaire (CDFB) .....	86
F. LES CONTRÔLES INTERNES .....	87
1. Le dispositif d'autocontrôle .....	87
2. Les conventions réglementées .....	87
<b>IV. Fiscalité des organismes d'HLM .....</b>	<b>89</b>
A. ASSUJETTISSEMENT PARTIEL À L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS .....	89
B. LES IMPÔTS SOUMIS AU MÊME RÉGIME QUE L'IS .....	93
C. LA TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES .....	93
1. Exonérations temporaires .....	93
2. Abattement .....	94
3. Dégrevement .....	95
D. LA TVA IMMOBILIÈRE .....	97
1. Acquisition d'un terrain à bâtir .....	98
2. Acquisition d'un immeuble .....	99
3. La livraison à soi-même consécutive à l'achèvement de l'immeuble .....	99
4. Les travaux portant sur des logements sociaux .....	100
E. LES DROITS D'ENREGISTREMENT .....	100
1. Constitution et dissolution des organismes d'HLM .....	100

2. Dons et legs aux organismes d'HLM.....	101
3. Mutations.....	101
<b>F. LES TAXES D'URBANISME.....</b>	<b>102</b>
1. La taxe locale d'équipement (TLE).....	102
2. La taxe départementale sur les espaces naturels sensibles (TDENS).....	102
3. La participation pour voirie et réseaux (PVR).....	103
4. La taxe d'aménagement.....	103
5. La redevance d'archéologie préventive.....	103
<b>V. Les outils de partenariat et de regroupement.....</b>	<b>103</b>
A. LA CAISSE DE GARANTIE DU LOGEMENT LOCATIF SOCIAL (CGLLS).....	104
1. L'organisation de la CGLLS.....	104
2. Ressources de la CGLLS.....	105
3. Missions de la CGLLS.....	109
B. LA SA DE COORDINATION (SAC).....	112
1. Création et fonctionnement.....	112
2. Compétences.....	113
C. AUTRES DISPOSITIFS DE COOPÉRATION ET DE PARTENARIAT.....	114
1. Les structures de coopération.....	115
2. Les prises de participation inter-organismes.....	116
3. La SCI de construction vente.....	116
4. Modes de gestion financière.....	117
D. LES INSTANCES FÉDÉRATIVES.....	118
<b>VI. les opérateurs non labellisés HLM.....</b>	<b>119</b>
A. LES SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALES (SEML).....	119
B. L'ASSOCIATION FONCIÈRE LOGEMENT (AFL).....	121
C. LES ORGANISMES INTERVENANT EN FAVEUR DU LOGEMENT DES PERSONNES DÉFAVORISÉES.....	123



1. Définition du service social relatif au logement social.....	124
2. Le régime d'agrément.....	125
D. LES SOCIÉTÉS ANONYMES COOPÉRATIVES D'INTÉRÊT COLLECTIF POUR L'ACCESSION À LA PROPRIÉTÉ .....	128
1. L'organisation des SACICAP.....	129
2. L'activité des SACICAP .....	131
<b>La production du logement social.....</b>	<b>133</b>
<b>I. Urbanisme et logement social .....</b>	<b>133</b>
A. URBANISME ET MIXITÉ SOCIALE.....	135
1. Le principe de mixité sociale .....	135
2. La portée du principe de mixité sociale.....	136
B. LA MISE EN ŒUVRE DU PRINCIPE DE MIXITÉ SOCIALE .....	137
1. L'articulation des documents d'urbanisme et du PLH.....	137
2. La fusion du PLH dans un PLU communautaire.....	143
3. Le renforcement du caractère opérationnel du PLU, au regard de l'objectif de production de logements.....	146
C. L'ACTION FONCIÈRE, AU SERVICE DU LOGEMENT SOCIAL.....	152
<b>II. Maîtrise d'ouvrage et marchés de construction .....</b>	<b>156</b>
A. LES BAILLEURS SOCIAUX ET LA MAÎTRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE.....	156
1. Le champ d'application de la loi MOP, en matière de logement social .....	156
<i>a. Les bailleurs sociaux soumis à la loi MOP.....</i>	<i>157</i>
<i>b. Les ouvrages et travaux couverts par la loi MOP.....</i>	<i>158</i>
2. Les obligations imposées aux bailleurs sociaux par la loi MOP.....	160
<i>a. La maîtrise d'ouvrage.....</i>	<i>160</i>
<i>b. La maîtrise d'œuvre.....</i>	<i>163</i>
<i>c. La conception-réalisation.....</i>	<i>163</i>

B. LES BAILLEURS SOCIAUX ET LE DROIT DES MARCHÉS PUBLICS.....	165
1. La soumission des marchés des bailleurs sociaux au droit communautaire des marchés publics .....	165
2. La soumission des marchés des OPH au Code des marchés publics avant la loi du 17 mai 2011.....	168
3. La soumission des marchés des OPH, des organismes privés d'HLM et des SEM de logements sociaux à l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 .....	171
<i>a. L'ordonnance du 6 juin 2005 et son décret d'application             du 30 décembre 2005 .....</i>	172
<i>b. Les dispositions particulières du CCH .....</i>	174
4. Les exceptions à l'application du droit des marchés publics .....	176
5. La nature juridique des marchés passés par les bailleurs sociaux.....	178
<i>a. La nature juridique des marchés des OPH .....</i>	178
<i>b. La nature juridique des marchés passés par les bailleurs sociaux             à statut privé.....</i>	179
<b>III. Le démembrement de propriété .....</b>	<b>180</b>
A. LES BAUX EMPHYTÉOTIQUES.....	180
1. Le bail emphytéotique de droit privé.....	181
2. Le bail emphytéotique administratif .....	183
B. LES BAUX À CONSTRUCTION.....	186
C. LE BAIL À RÉHABILITATION .....	188
D. L'USUFRUIT LOCATIF SOCIAL.....	191
<b>IV. L'acquisition d'immeubles : dispositions spécifiques .....</b>	<b>192</b>
A. L'AVIS DU TRÉSORIER-PAYEUR GÉNÉRAL .....	193
B. LA VENTE EN ÉTAT FUTUR D'ACHÈVEMENT (VEFA).....	193
C. ACQUISITION DE TERRAINS CÉDÉS PAR L'ÉTAT.....	196
1. Terrains situés en métropole .....	196
2. Terrains situés outre-mer.....	197



D. EXONÉRATION DES PLUS-VALUES, LORS DE LA CESSION DE BIENS À DES BAILLEURS SOCIAUX .....	198
<b>Le financement de la production des logements locatifs sociaux.....</b>	<b>201</b>
<b>I. Les aides à l'investissement : cadre général .....</b>	<b>202</b>
A. LA POLITIQUE D'AIDE AU LOGEMENT.....	202
1. Principes généraux .....	203
2. La programmation des aides de l'État et les objectifs de production .....	204
B. LES INTERVENANTS.....	205
1. L'État et les collectivités territoriales.....	205
2. La Caisse des dépôts et consignations (CDC) .....	208
3. L'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) .....	210
<b>II. Les dispositifs de financements aidés pour la production de logements locatifs sociaux (PLUS, PLA-I et PLS) .....</b>	<b>215</b>
A. LES OPÉRATIONS ÉLIGIBLES AUX FINANCEMENTS AIDÉS .....	216
1. Champ d'application .....	216
2. Conditions relatives aux caractéristiques techniques des logements .....	217
3. Les exclusions .....	218
B. LES CONDITIONS D'OCTROI DES FINANCEMENTS AIDÉS.....	218
1. Conditions de forme .....	218
2. Les conditions de fond .....	219
3. La décision .....	221
4. Garanties des prêts .....	222
C. LES FINANCEMENTS PLUS ET PLA-I.....	223
1. Les bénéficiaires .....	224
2. La subvention.....	224
3. Les prêts PLUS et PLA-I distribués par la Caisse des dépôts et consignations .....	232



D. LE PRÊT LOCATIF SOCIAL (PLS) .....	233
1. Modalités d'octroi du PLS .....	233
2. Régime du prêt .....	235
E. LES SUBVENTIONS FONCIÈRES.....	236
1. Les subventions anticipées pour acquisition foncière .....	236
2. Les subventions pour surcharges foncières .....	238
F. LES AIDES AU LOGEMENT LOCATIF SOCIAL DANS LES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER ...	242
1. Dispositions générales .....	242
2. Régime des subventions de l'État.....	244
3. Régime des prêts locatifs sociaux.....	246
<b>III. Le financement de l'amélioration du parc locatif social</b> .....	<b>247</b>
A. LA PRIME À L'AMÉLIORATION DES LOGEMENTS À USAGE LOCATIF ET À OCCUPATION SOCIALE (PALULOS) .....	248
1. La subvention .....	248
2. Prêt complémentaire .....	252
3. La PALULOS-DOM .....	253
B. L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE SERVICE .....	254
1. La subvention « qualité de service » (AQS) .....	254
2. Prêt qualité service .....	255
C. L'ÉCO-PRÊT LOGEMENT SOCIAL.....	255
<b>IV. Le financement de l'offre locative intermédiaire</b> .....	<b>256</b>
A. MODALITÉS D'OCTROI .....	256
B. RÉGIME DU PRÊT.....	257
C. RÉGIME LOCATIF .....	258



<b>V. Les financements complémentaires</b> .....	259
<b>A. LA PARTICIPATION DES EMPLOYEURS À L'EFFORT DE CONSTRUCTION (PEEC)</b> .....	259
1. Présentation du dispositif « Action logement » .....	259
2. Les emplois de la PEEC .....	264
<b>B. LES INTERVENTIONS FINANCIÈRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES</b> .....	269
 <b>La solvabilisation des ménages</b> .....	273
<b>I. Les aides individuelles au logement</b> .....	274
<b>A. LES AIDES PERSONNALISÉES AU LOGEMENT (APL)</b> .....	275
1. Organisation .....	275
2. Le champ d'application .....	276
3. Modalités de calcul de l'aide .....	277
4. Le régime .....	279
<b>B. LES ALLOCATIONS LOGEMENT</b> .....	281
1. Les allocations logement à caractère familial (ALF) .....	282
2. Les allocations à caractère social (ALS) .....	285
3. Le régime commun des allocations logement .....	286
<b>II. Les aides aux personnes les plus défavorisées</b> .....	287
<b>A. LES FONDS DE SOLIDARITÉ LOGEMENT</b> .....	287
1. Les bénéficiaires des FSL .....	288
2. Les conditions d'octroi des aides des FSL .....	289
3. Saisine du fonds .....	290
4. Nature des aides .....	290
<b>B. L'AIDE AUX ORGANISMES LOGEANT À TITRE TEMPORAIRE             DES PERSONNES DÉFAVORISÉES</b> .....	291

<b>III. Les aides complémentaires financées par la participation des employeurs à l'effort de construction (« Action logement »)</b> .....	293
A. LE FINANCEMENT DU DÉPÔT DE GARANTIE : L'AVANCE LOCA-PASS® .....	293
B. LA GARANTIE DE PAIEMENT DU LOYER ET DES CHARGES LOCATIVES.....	295
1. Bénéficiaires .....	295
2. Champ d'application .....	295
3. Caractéristiques de la garantie.....	296
4. Demande et mise en œuvre de la garantie.....	296
<b>La gestion du patrimoine</b> .....	299
<b>I. La connaissance du patrimoine</b> .....	300
A. LES INVENTAIRES.....	300
B. LE RAPPORT SUR LA SITUATION DU LOGEMENT EN FRANCE ET LES ENQUÊTES STATISTIQUES.....	304
<b>II. Les plans stratégiques de patrimoine</b> .....	306
A. DÉFINITION .....	306
B. ÉLABORATION .....	307
<b>III. La convention d'utilité sociale</b> .....	309
A. CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION D'UTILITÉ SOCIALE .....	310
B. ÉLABORATION DE LA CONVENTION D'UTILITÉ SOCIALE .....	311
1. La procédure .....	311
2. Les intervenants.....	312
C. LE CONTENU DE LA CONVENTION D'UTILITÉ SOCIALE .....	313
1. Le classement des immeubles .....	314
2. La politique patrimoniale et d'investissement.....	315
3. La politique de qualité de service .....	316
4. La politique sociale .....	316

D. LE SUIVI DES ENGAGEMENTS : LES INDICATEURS DE LA CONVENTION D'UTILITÉ SOCIALE .....	320
1. Les engagements obligatoires.....	321
2. Les engagements facultatifs.....	325
3. Évaluation et sanction des engagements .....	325
E. LA CONVENTION D'UTILITÉ SOCIALE « ACCESSION » .....	326
<b>IV. L'aliénation d'éléments du patrimoine (hors accession sociale).....</b>	<b>328</b>
A. VENTE DE LOGEMENTS LOCATIFS, HORS ACCESSION SOCIALE .....	329
1. Le principe de pérennité de l'affectation sociale .....	329
2. Transfert de patrimoine entre organismes d'HLM ou SEML .....	330
3. Vente d'un logement vacant à une personne physique, une collectivité territoriale ou un organisme agréé .....	331
4. Vente à un établissement public d'aménagement .....	331
5. Vente avec changement d'usage.....	331
B. VENTE DE LOGEMENTS-FOYERS.....	332
1. Conditions générales .....	332
2. Conséquences de la cession.....	333
C. ALIÉNATION D'UN ÉLÉMENT DU PATRIMOINE IMMOBILIER HORS LOGEMENT.....	335
<b>V. Le changement d'usage des logements HLM .....</b>	<b>335</b>
A. LE CHANGEMENT TOTAL D'USAGE .....	336
1. Le changement d'usage en vue d'assurer l'équilibre économique et social d'un ou plusieurs ensembles d'habitations ou d'un quartier connaissant des difficultés particulières .....	336
2. Le changement d'usage, en vue de favoriser l'exercice d'activités économiques au « rcz-de-chaussée » d'immeubles .....	337
B. LE CHANGEMENT D'USAGE PARTIEL .....	338
<b>VI. Démolition des logements locatifs sociaux.....</b>	<b>338</b>
A. RÉGIME DE L'AUTORISATION.....	339
1. Principes généraux.....	339

2. Le dossier d'intention de démolir .....	340
<b>B. LE FINANCEMENT DES OPÉRATIONS DE DÉMOLITION .....</b>	<b>341</b>
1. Les opérations menées en dehors du champ de l'ANRU .....	341
2. Les opérations menées dans le champ d'intervention de l'ANRU .....	343
<b>C. CONSÉQUENCES DE LA DÉMOLITION .....</b>	<b>344</b>
1. Le droit des occupants.....	344
2. Le remboursement des aides de l'État.....	345
3. Recitution de l'offre.....	345
 <b>La gestion locative du parc social .....</b>	 <b>347</b>
<b>I. L'attribution des locaux à usage d'habitation .....</b>	<b>347</b>
<b>A. LA DEMANDE DE LOGEMENT LOCATIF SOCIAL.....</b>	<b>348</b>
1. La forme de la demande.....	348
2. Conditions de fond.....	355
<b>B. LES CONTINGENTS DE RÉSERVATION DES LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX .....</b>	<b>366</b>
1. Le contingent préfectoral.....	366
2. Les réservations avec contreparties.....	369
<b>C. CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET IDENTIFICATION DES PUBLICS PRIORITAIRES .....</b>	<b>370</b>
1. Les critères généraux d'attribution.....	370
2. Les demandeurs prioritaires.....	371
3. Les dispositifs de prise en charge des publics prioritaires .....	373
<b>D. L'ATTRIBUTION .....</b>	<b>375</b>
1. L'organe décisionnaire : la commission d'attribution des logements .....	376
2. La décision de la commission d'attribution des logements .....	378
<b>E. LES RECOURS .....</b>	<b>380</b>
1. Les recours juridictionnels contre les décisions de refus de la commission d'attribution des logements .....	380

2. Les recours, dans le cadre de la mise en œuvre du droit au logement opposable.....	380
3. L'action en responsabilité .....	386
<b>II. Le régime du bail locatif social .....</b>	<b>387</b>
A. LE CADRE JURIDIQUE DE LA LOCATION .....	387
1. Les dispositions issues du CCH .....	387
2. La loi n° 48-1360 du 1 <sup>er</sup> septembre 1948.....	388
3. La loi n° 89-462 du 6 juillet 1989.....	389
B. CONCERTATION ET ACCORDS COLLECTIFS DE LOCATION .....	394
1. La concertation au niveau national .....	394
2. La concertation locale.....	396
3. Les accords collectifs locaux .....	398
C. LE CONTRAT DE BAIL .....	400
1. Forme, contenu et durée du contrat de bail locatif social.....	400
2. L'objet du bail et la destination des lieux .....	401
3. Transfert du contrat de bail .....	405
<b>III. Les conditions financières du bail locatif social .....</b>	<b>405</b>
A. LE DÉPÔT DE GARANTIE .....	406
1. Le montant du dépôt de garantie .....	406
2. Le régime du dépôt de garantie.....	407
B. LA DÉTERMINATION DU LOYER .....	407
1. Principes généraux .....	408
2. Loyers des logements non conventionnés .....	409
3. Le loyer des logements conventionnés.....	410
4. Évolution du loyer.....	414
5. Le contrôle des loyers .....	415
6. Le loyer des annexes, la prise en compte des meublés et de l'exercice d'une activité professionnelle .....	416

C. LE SUPPLÉMENT DE LOYER DE SOLIDARITÉ .....	416
1. Le champ d'application du supplément de loyer de solidarité .....	418
2. La mise en œuvre du dispositif.....	419
3. Le calcul du SLS.....	421
D. LE CAUTIONNEMENT .....	424
E. LES CHARGES LOCATIVES.....	425
1. Régime général.....	425
2. La contribution du locataire au partage des économies de charges .....	427
F. L'EXÉCUTION DES OBLIGATIONS FINANCIÈRES DU LOCATAIRE .....	429
<b>IV. La fin du bail locatif social.....</b>	<b>430</b>
A. LE CONGÉ DONNÉ PAR LE LOCATAIRE .....	430
1. Le préavis de droit commun .....	430
2. Le préavis, à l'intérieur du parc social .....	431
B. LE CONGÉ DONNÉ PAR LE BAILLEUR.....	431
1. Le droit au maintien dans les lieux.....	431
2. La perte du droit au maintien dans les lieux.....	433
C. LES DISPOSITIONS RELATIVES À LA MOBILITÉ DES OCCUPANTS DU PARC HLM .....	437
1. Les obligations de mobilité liées à un relogement.....	438
2. La déchéance du droit au maintien dans les lieux pour dépassement des plafonds de ressources.....	440
D. RÉSILIATION DU BAIL ET EXPULSION LOCATIVE .....	441
<b>L'accession sociale .....</b>	<b>447</b>
<b>I. Les principaux financements de l'accession sociale.....</b>	<b>448</b>
A. LE PRÊT À TAUX ZÉRO RENFORCÉ OU PTZ+.....	448
1. Les conditions d'attribution du prêt .....	450

2. Les modalités du PTZ+ .....	455
3. Distribution et gestion du PTZ+.....	462
B. LES PRÊTS CONVENTIONNÉS .....	465
1. Le prêt conventionné classique.....	465
2. Le prêt conventionné à l'accession sociale (PAS).....	470
C. LE PRÊT « ACTION LOGEMENT ».....	471
1. Caractères généraux .....	471
2. Conditions financières .....	472
3. Modalités de mise en œuvre.....	472
<b>II. Les opérations bénéficiant du taux de réduit de TVA.....</b>	<b>473</b>
A. LA LOCATION-ACCESSION FINANCÉE PAR PRÊT SOCIAL DE LOCATION-ACCESSION (PSLA) .....	473
1. Le prêt social de location-accession .....	474
2. Le contrat de location-accession .....	479
3. La fiscalité des opérations financées par un PSLA .....	487
4. La sécurisation du locataire accédant.....	488
B. L'ACCESSION SOCIALE EN ZONE ANRU.....	489
1. Le taux réduit de TVA .....	489
2. Le subventionnement ANRU.....	492
C. UN DISPOSITIF EN EXTINCTION : LE « PASS-FONCIER » .....	494
<b>III. Les organismes D'HLM et l'accession sociale .....</b>	<b>495</b>
A. LA VENTE DE LOGEMENTS DESTINÉS À L'ACCESSION PAR LES ORGANISMES HLM.....	496
1. Conditions générales .....	496
2. Garantie financière des opérations d'accession à la propriété .....	498
3. Sécurisation des accédants .....	502
B. LA VENTE DES LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX .....	504
1. La mise en vente des logements locatifs sociaux.....	505



2. Le régime de la vente .....	509
3. L'après-vente HLM .....	513
<b>C. LA SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE D'ACCESSION PROGRESSIVE À LA PROPRIÉTÉ (SCIAPP).....</b>	<b>517</b>
1. La constitution de la société.....	518
2. Le fonctionnement de la SCIAPP .....	520
3. Le mécanisme d'accession à la propriété .....	522
4. Le régime fiscal des SCIAPP.....	524
<b>Table chronologique de la jurisprudence .....</b>	<b>525</b>
<b>Index thématique .....</b>	<b>529</b>
<b>Bibliographie générale .....</b>	<b>541</b>

IMPRESSION, BROCHAGE



42540 ST-JUST-LA-PENDUE

MAI 2012

DÉPÔT LÉGAL 2012

N° 201205.0217

